



Le Covid arrive en pleine crise structurelle du système capitaliste.

Un cadeau en or pour le patronat !

Par la lutte, stoppons l'offensive mise en œuvre par Macron pour le patronat !

En France, 6^e puissance mondiale, la richesse produite par les travailleurs, investie dans la santé (Sécurité Sociale et Hôpital), est en constante diminution depuis 30 ans. L'ampleur de la crise du système sanitaire est révélée par l'épidémie COVID19. C'est le résultat d'une politique de santé répondant aux règles de rentabilité et niant la nécessité de la réponse aux besoins vitaux des travailleurs. En appliquant cette politique, le système s'accapare la part de richesses (que nous avons créées) qui était précédemment affectée à notre santé, avec la Sécurité Sociale de 1945.

Le 6 mai, le gouvernement a reconnu que l'épidémie Covid19 s'est répandue en France, depuis au moins décembre 2019. Il a choisi d'adopter la stratégie habituelle face à toutes les épidémies : laisser faire. Mais face aux images de l'Italie, la peur s'est installée en France. Coincé, il a dû agir différemment. Toutefois, un constat s'impose, entre les premiers cas de pneumopathie atypique (avérés Covid19) en décembre et l'instauration du confinement le 17 mars, qu'a fait Macron ? RIEN !

L'utilisation de la peur bien utile pour le patronat : Macron a ouvertement justifié le confinement de 15 jours par la carence de lits de réanimation (La France est au 19^e rang mondial avec 3 lits de réanimation pour 1 000 habitants, au début de l'épidémie). Pour justifier la prolongation du confinement liberticide, il explique que, pour avoir une immunité générale, il fallait que 60 à 70% de la population ait été infectée. Or, le confinement limite, a priori, la contamination. Cherchez l'erreur !

Alors, confinement pour notre bien ou par choix politique ? En lui-même, le confinement a des conséquences sur la mortalité et la qualité des soins du fait de la rupture entre le médecin traitant et le patient (réduit à la consultation téléphonique), des maladies qui n'ont pas été traitées (malades terrifiés), des urgences vidées, du stress, de la détresse, de la solitude, des dégâts psychologiques, du chômage total ou partiel avec baisse de revenus, de la faim...

Si le confinement a (peut-être) eu la vertu de limiter la propagation du virus, il n'en reste pas moins que son usage répressif a permis d'accélérer les attaques contre les droits des travailleurs sans contestation possible. Ces attaques vont s'accroître. **En continuant d'alimenter un climat de peur** (H1N1, attentats, état d'urgence, COVID19, état d'urgence sanitaire, et demain l'apocalypse climatique), le gouvernement a le champ libre pour imposer toutes les mesures en faveur du patronat. Le but étant de faire payer aux travailleurs la crise capitaliste.

Le Covid19 arrive en pleine crise structurelle du système capitaliste : un cadeau en or pour le capital ! La crise économique, que les médias nous présentent comme due à la « crise sanitaire », est une crise du système capitaliste. Rappelons-nous 2008, la crise capitaliste avait concerné principalement les banques et la finance, En 2020, elle est plus étendue. Elle ne peut en aucun cas être imputée au Covid19, qui en est, à la fois, la fausse excuse et le révélateur.

Le ralentissement économique, les dépôts de bilan, ont commencé, avec la crise capitaliste, avant le confinement. Elle est en train de déboucher sur une destruction massive du capital. Elle se traduit, à la fois, par des fermetures d'usines, des licenciements massifs et la surexploitation des salariés. En deux mois c'est 31% de chômeurs en plus en France. **La crise capitaliste intensifie et montre au grand jour l'antagonisme (intérêts opposés) de classes entre les travailleurs et le patronat.** L'union nationale, demandée par Macron, sert à masquer cet antagonisme et permet de mettre en sommeil le torrent des revendications immédiates des travailleurs. La loi d'urgence (sanitaire) est mise en place pour museler la protestation des travailleurs face aux prochaines attaques. Et l'union sacrée permettrait d'instaurer une super austérité pour détruire tout ce qu'il reste encore de nos droits sociaux.

L'UE capitaliste a montré son vrai visage. Le mythe « de l'Europe qui protège et qui unit » ne fait plus illusion. L'UE a été conçue pour être un instrument aux mains des capitalistes, afin de faciliter la concurrence entre les travailleurs des pays de l'UE, en abaissant toujours plus les conditions de travail et de salaires et permettre d'accroître les profits. En somme, une solidarité de la classe bourgeoise contre la classe ouvrière européenne.

Rappelons-nous qu'à chaque revendication des travailleurs, les gouvernements successifs opposaient la sacro-sainte « règle d'or » des 3% de déficit public du traité de Maastricht. Pourtant, comme pour la crise du système capitaliste de 2008, aujourd'hui, cette règle est écartée d'un revers de main au profit du grand patronat.

Encore plus que pendant la crise capitaliste de 2008, les vanes sont ouvertes pour le patronat : exonérations et annulations de tous leurs frais : cotisations sociales et fiscales (le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu est tombé à pic pour avancer la trésorerie des entreprises), loyers, crédits, énergie, etc... Rajoutons les annonces de garanties d'Etat pour Fnac-Darty (un demi milliard d'€), Air France (7 milliards d'€) et Renault (5 milliards d'€). Mais pour l'instant, l'Etat remet à plus tard sa décision d'aider la SNCF. Sans doute pour, avec cette crise, liquider une partie de la SNCF, son monopole de fait et la propulser plus rapidement sur le terrain de la concurrence « libre et non faussée ». Parallèlement, nous assistons à une étatisation des pertes

du patronat, une nationalisation de ses pertes. Il profite aussi de la crise du système sanitaire pour faire payer, par l'état, une partie de la rémunération de ses salariés. Nos impôts et TVA paieront 60% du salaire des travailleurs en activité à la place des patrons. Un scandale ! Et toujours pas un coque pour l'hôpital !

Aux travailleurs les plus démunis, Macron a concédé quelques miettes. Pourtant, c'est la galère pour 7 millions de privés d'emploi qui peinent à se faire verser leurs indemnités (et ne risquent pas de retrouver

du travail), comme des 11 millions de travailleurs en chômage partiel avec des pertes de salaires asphyxiantes. Et que dire de certains enfants qui d'habitude bénéficient d'un repas de cantine à tout petit prix comme à Saint-Martin-d'Hères et d'autres villes communistes.

Qui fait le bilan des conséquences de ce confinement qui a révélé les inégalités ? Les phrases creuses de Macron ne nous assurent de rien et en tout cas ne remplissent pas les frigos !

Pendant que les patrons encaissent, les salariés doivent tout sacrifier : NON !

Macron alimente un climat de peur. Il compte accélérer les attaques contre les travailleurs. Le 7 mai, Ed. Philippe annonce l'attaque sur le temps de travail et **un appauvrissement en France**. Les salariés seront seuls en 1^{ère} ligne de ce sacrifice : extension de la durée légale du temps de travail ; vol des jours de congés et RTT ; casse de nos garanties collectives ; casse de nos services publics, y compris à l'hôpital et à l'éducation nationale ; baisse des salaires-retraites, chômage total ou partiel ; attaque du statut des fonctionnaires et recours à la précarité institué, etc.

L'instrumentalisation de la peur du virus a permis d'avancer négativement sur des organisations du travail qui, jusque-là, étaient refusées par les salariés et leurs organisations syndicales : l'accueil du public sur rendez-vous dans les services publics ; le fractionnement de l'organisation du travail, favorisant la surexploitation (distanciation), compliquant les échanges entre salariés et l'organisation des luttes ; le développement et l'intensification du télétravail dont on peut craindre la généralisation, avec la facilitation de délocalisation à l'étranger sur le modèle des centrales d'appel...

Pour passer leur nouvelle crise capitaliste, Macron et ses alliés transforment l'état d'urgence sanitaire en une loi d'urgence sanitaire et liberticide. Macron essaie de nous contrôler par la peur et de museler toutes les forces vives et contestatrices du pays qui n'ont cessé de s'exprimer ces dernières années : luttes SNCF, santé, fonctionnaires, retraites etc...

Dans sa recherche maximale de profit, le capitalisme détériore le cadre de vie et la santé des travailleurs, accroît la précarité et gaspillent les ressources. Il est indifférent à la réponse à nos besoins.

Le risque « écologique » sert de prétexte à la délocalisation des usines pour polluer ailleurs, tandis que la recherche de compétitivité justifie l'abaissement des règles de sécurité et garanties collectives etc. Indifférente, par exemple, à la faim dans le monde, produite par le système capitaliste, les grandes puissances impérialistes enrôlent les opinions publiques dans **cette nouvelle croisade morale du « capitalisme vert ».** On invite les populations à **accepter une restriction de la réponse à leurs besoins au nom de cette cause.**

Face à l'offensive de Macron au service du capital, la rupture avec la politique ne passera que par les luttes sur les revendications immédiates :

L'annulation des loyers et factures énergétiques pour les travailleurs afin de compenser les pertes de salaires résultant du chômage partiel, des licenciements ou des contrats rompus depuis le début de l'année. +++ **Une augmentation immédiate et générale des salaires** : le SMIC à 1700 euros net +++ **Le retrait du projet de retraite** par points. Nous nous battons pour la retraite à 60 ans, complète avec 37,5 annuités. +++ **Un plan d'urgence** immédiat de 4 milliards d'euros pour l'hôpital public afin de répondre à tous nos besoins même exceptionnels et l'arrêt de toutes les fermetures de lits, services et d'hôpitaux +++ **La collectivisation SANS CONTREPARTIE de tous les secteurs de santé** (y compris les EHPAD). +++ **La défense des services publics** pour répondre aux besoins et la reconquête des monopoles publics SNCF-RATP-EDF. +++ **Le refus de l'application en France** des politiques de marchandisation des services publics au nom des traités, directives et règlements de l'UE . +++ **La nationalisation par réquisition** des secteurs-clés de l'économie dans l'esprit des nationalisations démocratiques de 1945 dans le sens de la réponse aux besoins du pays. Etc. (*Notre analyse complète est sur le site internet : pcf-smh.fr*)

Nous le disons sans détours : L'alternative politique n'est pas la reconstitution d'une illusion sociale-démocrate et une union de la gauche de collaboration. Sans un combat impitoyable contre les prédateurs capitalistes, toutes les luttes – aussi nobles soient-elles – viendront s'écraser contre le mur du profit.
L'alternative politique part de la victoire de la lutte sur les revendications !

Bulletin d'adhésion

Pour lutter contre l'exploitation, pour rompre avec le capitalisme, rejoignez les communistes de la section de SMH et adhérez au Parti Communiste Français

Nom et Prénom

Adresse

Messagerie Téléphone..... à retourner à l'adresse en bas de page